

Dans cette édition :

[Charte de la langue française – Les tendances](#)

[Changements aux commanditaires d'une société en commandite](#)

[Certificat de conformité vs d'existence de Corporations Canada](#)

[Délais des services
corporatifs](#)

[Pour nous contacter](#)

[Liste de prix](#)

[À propos du CRAC](#)

[Éditions précédentes](#)

Charte de la langue française – Les tendances

Vous avez un client de l'Ontario ou des États-Unis qui veut faire affaire au Québec et qui possède un nom commercial en anglais seulement dans sa juridiction. En procédant à son immatriculation au Québec, il faudra informer votre client qu'il devra déclarer une version française de son nom pour se conformer à la *Charte de langue française* (L.R.Q., c. C-11).

Pour certains noms, la traduction est simple, mais pour d'autres noms, ce n'est pas si évident ! Comment traduire, par exemple, « Tables 'R Us Inc. » ? Pour se conformer à la Charte, une expression en anglais peut figurer comme partie spécifique (élément distinctif) dans un nom, à condition qu'elle soit accompagnée d'un terme générique en langue française (art. 27 du *Règlement sur la langue du commerce et des affaires*).

Le Registraire des entreprises (REQ) aurait accepté, dans le passé, des noms déclarés au registre qui n'auraient probablement pas dû être acceptés en raison de non-conformité à la Charte. Aujourd'hui, le REQ tente de redresser la situation en appliquant la réglementation plus rigoureusement. Jusqu'à ces derniers temps, il était suffisant d'ajouter un terme français comme « entreprises » devant une expression en anglais, même si cette expression contenait un élément descriptif en anglais.

Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Dans l'exemple de « Softspoon Investment Inc. », le mot « investment » doit être traduit dans la version française afin qu'elle soit acceptée, puisque la partie spécifique du nom est uniquement « Softspoon ». Donc, la version française acceptable serait « Investissement Softspoon » et non « Entreprises Softspoon Investment ».

Afin de déterminer si une version française est conforme à la Charte, la question que l'on doit se poser est la suivante : Est-ce que le mot ou l'expression en anglais est véritablement la partie spécifique (élément distinctif) du nom ? Qu'en est-il des noms comme « Tables 'R Us Inc. » ou « Buy Out Inc. » ? Nous pouvons certainement argumenter que chacune de ces expressions fait partie intégrante de l'élément distinctif d'un nom dont la traduction n'est pas requise, mais auquel il est nécessaire d'ajouter un terme générique en français. Les versions « *Magasins Tables 'R Us* » ou « *Services Buy Out* » nous semblent donc conformes à la Charte.

Que faire avec les marques de commerce ? Une entreprise peut déclarer au registre des marques de commerce en anglais en autant qu'elle déclare un nom d'entreprise en langue française.

RÉFLEXION...

Il n'y a rien comme le printemps lorsque la vie est présente en toute chose.

Christina Rossetti

Formation IncoWeb®

Vous seriez intéressé à en connaître plus sur nos services en ligne IncoWeb® ?

Que vous soyez déjà membre du service IncoWeb® ou non, inscrivez-vous à une formation gratuite d'une durée d'une heure ! Contactez Me Annie Fredette par courriel à afredette@crac.com ou 514-861-2799, poste 355, pour plus d'informations sur la session de formation ainsi que les dates de rencontres possibles.

Certains cas s'avèrent plus particuliers que d'autres et requerront un traitement distinct de la part du REQ. Il faut bien conseiller son client, notamment en raison du risque de refus par le Registraire. Si vous avez de la difficulté avec des noms et leurs versions françaises, n'hésitez pas à communiquer avec notre équipe des recherches de noms qui se fera un plaisir de vous aider.



Changements aux commanditaires d'une société en commandite [retour](#)

Veillez prendre note que le Registraire des entreprises (REQ) a récemment changé sa position quant à l'acceptation d'une déclaration modificative visant à changer un commanditaire déclaré lors de l'immatriculation d'une société en commandite.

Le REQ ne fait aucun retrait ni ajout au registre CIDREQ relativement aux commanditaires déclarés lors de l'immatriculation d'une société en commandite. Auparavant, vous pouviez néanmoins déposer une déclaration modificative contenant ces changements et celle-ci était acceptée par le REQ. Les changements n'étaient pas apportés au CIDREQ, mais la déclaration modificative était quand même déposée dans le dossier du Registraire. Vous pouviez aussi en commander une copie pour votre dossier.

Tout ceci est maintenant changé. Toute déclaration modificative visant des changements quant aux commanditaires sera refusée par le REQ sauf dans le cas d'un changement de nom ou d'adresse des commanditaires déclarés initialement. Ce qui veut dire que lorsque vous consulterez le CIDREQ pour une société en commandite, les informations sur les commanditaires ne seront pas nécessairement exactes.

Il incombe à la société en commandite de garder son propre registre à jour au lieu de son principal établissement en vertu des dispositions du Code civil du Québec (articles 2190 et 2239).



Certificat de conformité vs d'existence de Corporations Canada [retour](#)

Saviez-vous que Corporations Canada peut émettre un certificat d'existence et un certificat de conformité pour une société fédérale ? Quelle est la différence entre les deux certificats ?

Le certificat d'existence atteste qu'une société fédérale est bel et bien existante à une date précise. Le certificat d'existence peut aussi être émis pour une période continue en autant que la période soit précise (ex. : du 1^{er}

C.R.A.C. Centre de Recherches et d'Analyses sur les Corporations

1080, Côte du Beaver Hall,
bureau 1717
Montréal (Québec) Canada
H2Z 1S8
Tél : (514) 861-2722
Sans frais : 1-800-361-5744
Télécopieur : (514) 861-2751

avril 2004 au 1^{er} avril 2005), que la société n'a pas été dissoute et qu'elle n'ait pas changé de régime pendant cette période. Dans aucun cas, le certificat d'existence atteste qu'une société a déposé ses rapports annuels.

Par contre, le certificat de conformité atteste qu'une société n'a pas été dissoute, a déposé ses rapports annuels et a payé les droits requis en vertu de la LCSA.

Les deux certificats s'avèrent donc distincts et ainsi utiles dans différentes circonstances, selon les besoins. Le certificat de conformité est définitivement plus souvent commandé par le simple fait qu'en sachant que la société est à jour, elle est, nécessairement, existante.

Pour de plus amples informations concernant ce sujet, veuillez contacter Joanna Jacobson au 514-861-2799, poste 334 ou encore par courriel à jjacobson@crac.com

Courriel : crac@crac.com

Attention: l'information véhiculée par l'INFO-CRAC® est de nature générale et ne doit en aucune façon être interprétée comme constituant une opinion juridique. INFO-CRAC® est une publication bimestrielle exclusivement pour le bénéfice de nos clients. Tout commentaire doit être adressé par écrit à l'attention de l'éditeur, Richard S. Gareau rsgareau@crac.com